



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 16/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAPEC

ZAC de la Varenne
Rue du Torpilleur Sirocco
BP 40 CEDEX
63300 Thiers

Références : 20251013-RAP-63-0920-Insp-SAPEC1
Code AIOT : 0016300069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2025 dans l'établissement SAPEC implanté Rue de l'avenir ZI du Breuil 63300 THIERS. L'inspection a été annoncée le 18/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAPEC
- Rue de l'avenir ZI du Breuil 63300 THIERS
- Code AIOT : 0016300069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAPEC1 est spécialisée dans le traitement de surface nickel/zinc très utilisé dans l'industrie automobile en remplacement du chrome dur utilisant du Chrome 6. Courant 2023, deux lignes de production ont été arrêtées (les lignes BM 1800 et tonneau 101) dans l'attente de prochaines commandes.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'activité des sites SAPEC 1 et 2 étant liée à l'industrie automobile, l'exploitant enregistre une baisse de production de - 15 à 20 % et beaucoup moins d'exportation. Il fait face également à une augmentation de ses dépenses énergétiques.

A ce jour, seule la ligne pilote est maintenue sur le site SAPEC 1 et elle va être arrêtée d'ici la fin d'année 2025. Par la suite, l'exploitant envisage une suspension des activités pour un temps à définir afin de trouver de nouveaux marchés et diversifier ses activités. L'IIC précise que conformément à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2005, l'autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure. Pour toute suspension, l'IIC doit être informée par l'exploitant de la date d'effet ainsi que des mesures de mise en sécurité du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 4.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
2	Installations électriques – mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 7.3.3	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 14/04/2014, article 7.3.4.4	/	Demande d'action corrective	6 mois
4	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 14/04/2014, article 7.3.4.5	/	Demande d'action corrective	6 mois
5	Zones à atmosphère explosible	AP Complémentaire du 08/02/2008, article 7.3.5	/	Demande d'action corrective	6 mois
6	Ressources en eau et sable	Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 7.7.3	/	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Entretien des moyens d'intervention – Exercices	Arrêté Préfectoral du 08/02/2008, article 7.7.7	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu que l'exploitant souhaite suspendre ses activités à la fin de l'année et des difficultés rencontrées, les actions correctives et les demandes de justificatifs attendues devront être menées avant la reprise de toute activité sur le site SAPEC 1.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 15/07/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
Constats : <p>L'exploitant confirme l'absence de séparateur d'hydrocarbures sur le site SAPEC 1.</p> <p>L'exploitant a transmis un plan datant de 2020 de la Régie des Eaux de Thiers qui a effectué un contrôle de conformité sur le raccordement des eaux usées et pluviales.</p> <p>Le plan fourni par l'exploitant et celui de la Régie des Eaux de Thiers ne présentent pas le même nombre de points de rejets aqueux au réseau d'assainissement : 4 pour l'exploitant et 6 pour la Régie des Eaux de Thiers.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit mettre à jour son plan des réseaux d'assainissement du site SAPEC 1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Installations électriques – mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : ... Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.
Constats : L'exploitant réalise tous les ans un contrôle des installations électriques par l'entreprise GRETCO INSPECTION autorisée par le CNPP Cert. sous le numéro 033/18. Il a transmis après l'inspection le compte-rendu des deux dernières vérifications périodiques Q18 : - vérification du 23 et 24 novembre 2023 (CR du 28/12/2023), - vérification du 25 et 26 novembre 2024 (CR du 31/12/2024). Les deux comptes-rendus indiquent que l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion avec 2 observations relevées et signalées sur les 2 contrôles périodiques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection les justificatifs des actions correctives qui ont été menées pour remédier aux 2 observations relevées dans les deux derniers contrôles électriques : - Armoire commande pompe eau réfrigérée : protection surcharges non assurée sur circuit F1 commande seno moteur : fusible à remplacer ; - TGBT : différentiel éclairage défaillant ancien bureau direction : à remplacer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2014, article 7.3.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications
Prescription contrôlée : ... Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum de 1 mois.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les informations sur la protection contre la foudre installée sur le site SAPEC 1. Après recherche, l'exploitant a confirmé l'absence de dispositif de protection contre la foudre sur le site alors que le dossier initial le prévoyait et a entamé les démarches pour se mettre en conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection : - dans un premier temps <u>le bon de commande</u> attestant de l'installation d'un système de protection contre la foudre conforme à l'ARF et l'ET réalisées préalablement par un organisme compétent, - puis <u>le PV de réception</u> de l'installation des protections par un organisme compétent, - et pour finir <u>le rapport de vérification complète</u> par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2014, article 7.3.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Documents
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir des documents sur la protection contre le foudre installée sur le site SAPEC 1.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : A l'issue de l'installation de la protection contre la foudre sur le site SAPEC 1, l'exploitant doit archiver sur son site les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- l'analyse du risque foudre,- l'étude technique,- la notice de vérification et de maintenance,- le carnet de bord et- les rapports de vérifications.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Zones à atmosphère explosible

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/02/2008, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Zones à atmosphère explosible
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. »
Constats : L'exploitant a transmis l'avis de zonage ATEX pour le site SAPEC 1 et 2 réalisé en juin 2022 par la société APAVE. L'exploitant a précisé qu'aucune modification n'a été réalisée sur le site depuis la réalisation de ce zonage et qu'il est toujours d'actualité. La conformité du matériel électrique et non électrique présent en zone ATEX n'a pas été vérifiée dans le cadre du rapport transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant devra recenser le matériel électrique et non électrique présent en zone ATEX. En cas de matériel en zone, il devra procéder à la vérification de l'adéquation du matériel en zone.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Ressources en eau et sable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et sable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit 3 réserves d'eau naturelle ou artificielle constituées chacune au minimum de 120 m³ utilisable en tout temps et en permanence, • soit 3 poteaux d'incendie protégés contre le gel normalisés de 100 mm assurant chacun un débit de 60 m³/h à la pression dynamique d'un bar au moins en fonctionnement simultané. • soit 3 dispositifs équivalents, les points d'eau retenus seront situés dans un rayon de 100 m maximum autour de l'établissement pour les 2 premiers et de 300 m pour le 3^{ème} (distance calculée en suivant l'axe de communication). Il est nécessaire de disposer sur le réseau sous pression d'un minimum d'un tiers des besoins en eau. • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; • des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ; • « un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. »
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un bassin industriel de 70 m³, - de deux bouches incendie publiques aux abords de l'établissement : une en face de l'entrée du site sur le trottoir de l'établissement FISHER et une seconde chez les pompiers situés à 150 m de l'entrée du site. Les débits ne sont pas connus pour ces deux ouvrages publics. L'exploitant a indiqué qu'il se rapprocherait de la mairie pour connaître les débits dynamiques des différentes bouches incendie situées aux abords du site. - d'extincteurs répartis sur le site. La liste de 34 extincteurs contrôlés le 13/12/2024 a été transmis à l'inspection précisant notamment le type (eau, CO2 et PP), la capacité et leur localisation sur site ; - d'absorbants ABSORNET stockés à l'intérieur. Le jour de l'inspection, l'exploitant disposait de 33 sacs d'absorbants de 20 kg (soit 660 kg) ; - de téléphones sur site pour prévenir et alerter les pompiers ; - de plans du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit vérifier la disponibilité et les caractéristiques des bouches incendie publiques et se mettre en conformité le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Entretien des moyens d'intervention – Exercices

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2008, article 7.7.7
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention – Exercices
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements ci-dessus sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils sont vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de vérification périodique annuelle 2024 et 2025 concernant les extincteurs, la protection incendie ainsi que le désenfumage.</p> <p>Ainsi ont été transmis les documents suivants :</p> <p><u>Extincteurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Compte-rendu de vérification périodique Q4 réalisé par CEPI EXTINCTOR du 13/12/2024 ; - Rapport de maintenance des extincteurs lors de la vérification périodique annuelle du 13/12/2024 <p>→ l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD Q4.</p> <p><u>Protection incendie:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Comptes-rendus de maintenance préventive par DEF Auvergne-Rhône-Alpes des interventions du 29/08/2024, du 26/11/2024 et du 07/05/2025. <p>→ Le compte-rendu du contrôle du 06/05/2025 ne conclut pas à un bon état de fonctionnement après intervention. Tous les tests réalisés sont indiqués comme fonctionnels. A noter qu'un rapport annexe a été transmis à l'exploitant par le contrôleur mais celui-ci n'a pas été communiqué à la DREAL.</p> <p>La fréquence de contrôle d'au moins une fois par an est respectée pour les extincteurs et la protection incendie.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier du bon état de fonctionnement de la protection incendie, soit en présentant les justificatifs des actions correctives qu'il a menées en ce sens ou soit en fournissant un compte-rendu de contrôle indiquant un bon état de fonctionnement de ces installations de protection incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois